

vœux une collision : était un Compagnon noir.

Dans un autre groupe, un homme battait des mains.

— A la bonne heure ! qui ne demande rien, n'a rien, criait-il.

— Comment ? demanda-t-on autour de lui.

— Certes, oui, disait-on, donnons nos raisons au roi ; nos intérêts sont les siens, et les siens sont les nôtres. Il ne sert à rien de se tirer des coups de fusils, quand on peut parler autrement.

A quoi chacun répondait, selon son idée.

— Moi, je ne tiens pas à me battre !

— Ni moi à me faire tuer.

— J'ai une femme.

— J'ai six enfants.

— Ce n'est pas que j'aie peur d'un coup de feu.

— Ni moi.

— Ni moi.

Ces rumeurs allaient par la place immense, roulant sans ordre comme les flots roulent sur les grèves.

Pourquoi cette foule immense réunie ? Que voulait-elle ?

Le voici.

Le peuple de Paris croyait que le roi, Louis XVI, était mal conseillé.

La récolte ayant manqué pendant plusieurs années, le peuple payait le pain très-cher ou même il n'en trouvait pas.

Ce n'est pas la faute au roi, disait le peuple. Le roi est si bon ; c'est la faute de Barantin, le garde-des-sceaux.

La viande que vendaient les bouchers était mauvaise.

Ce n'est pas la faute au roi, disait le peuple, le roi est si bon ; c'est la faute de Bertier, l'intendant de Paris.

Le travail ne marchait pas : on avait, dans le faubourg, renvoyé les ouvriers de deux ou trois ateliers et diminué les salaires dans les autres.

Ce n'est pas la faute au roi, disait le peuple, le roi est si bon ; c'est la faute de Bezenval.

Le mécontentement populaire allait ainsi grossissant depuis plusieurs mois.

L'Assemblée nationale était réunie ; elle ne l'avait pas été depuis près de deux cents ans.

Le peuple pensait qu'il fallait en

profiter, pour faire entendre ses réclamations, ses griefs.

Le roi l'avait dit : " Signalez-moi les abus : je les corrigerai."

Si le peuple s'en fut tenu là, murmurant et demandant la réforme des abus, la révolution ne se serait point précipitée.

Mais des partis, animés par la passion d'intérêts contraires, poussaient le peuple et changeaient en ardeurs inconsiderées, de révolution violente, les aspirations légitimes à de pacifiques réformes.

Tous ces partis avaient dit au peuple de Paris, dans la nuit du 13 au 14 juillet :

— Il faut frapper un coup violent.

— Il faut prendre la Bastille !

Voilà pourquoi cette foule innombrable se pressait, sous un ciel de plomb, dans cette place immense, trop étroite pour la contenir, devant la gueule béante des canons de la Bastille.

Cependant, la députation, envoyée par l'Hôtel-de-Ville, pénétrait dans la silencieuse place forte.

Il était onze heures du matin.

De Launay était à déjeuner.

Il fallait prendre des forces avant l'attaque qui pouvait être longue.

Un suisse entra.

— Qu'y a-t-il ?

— Trois messieurs demandent à parler à M. le gouverneur.

— Quels sont-ils ?

— Ce sont des parlementaires envoyés par le comité des bourgeois de Paris qui se sont réunis à l'Hôtel-de-Ville.

— Qu'on les fasse entrer, répondit le gouverneur.

Ils entrèrent : c'étaient deux officiers des gardes françaises : l'un se nommait Belon, l'autre Bellefond.

Un homme du peuple s'était joint à eux : c'était maître Louis.

De Launay, en les voyant, se leva.

Les officiers qui étaient autour de la table imitèrent le gouverneur.

— Asseyez vous, messieurs, dit de Launay, aux parlementaires.

Les convives du gouverneur restèrent debout.

De Launay s'assit.